

PAYS DE NORGE ET TILLE

Conseil communautaire : les cinq points qu'il faut retenir



Lundi 31 janvier, les élus de l'intercommunalité Norge et Tille se sont réunis par le biais de la visioconférence pour le premier conseil de l'année. Le temps fort de cette séance était l'approbation de la feuille de route du contrat de relance porté par l'État.

Ce premier conseil communautaire de l'année précédente, pour les élus de la communauté de communes Norge et Tille (CCNet), le vote du budget prévu au printemps. Cette réunion s'est tenue en visioconférence, au soir du lundi 31 janvier, sous la houlette de du président Ludovic Rochette, maire de Brognon. Son but essentiel était de valider le gros dossier du moment, traité par toutes les intercommunalités de France : l'échéancier du contrat de relance et de transition écologique (CRTE), soit quatorze en cours en Côte-d'Or. Un lot d'objectifs à atteindre axés sur la transition écologique qui devraient bénéficier d'un financement de la part de l'État.

Tous les points du conseil ont été validés à l'unanimité.

■ Le contrat de relance, « un plan ambitieux »

« Ce ne sont pas des actions précises, mais bien des éléments stratégiques », rappelle Frédéric Imbert, maire de Clénay, à propos du CRTE. « Il s'agit de la première étape



Ludovic Rochette, président de l'intercommunalité, a dirigé la séance depuis l'espace numérique, aux côtés de Denis Mailler, vice-président, et de la directrice générale des services. Photo LBP/E. BA.

110 000

C'est la somme, en euros, budgétisée pour la restructuration du siège de la communauté de communes Norge et Tille.

d'une feuille de route, d'une liste de pistes de travail à suivre, des projets divers et variés contribuant à la transition écologique tel que le développement de la mobilité ou des rénovations. »

Ludovic Rochette et la vingtaine d'autres élus présents lors de cette vidéoconférence acquiescent avant d'approuver à l'unanimité la proposition. Il s'est réjoui « de l'énorme travail fourni par nos équipes pour établir cet échéancier, que nous allons transmettre à la préfecture de Côte-d'Or dès ce mardi 1^{er} février ». Il ajoute : « Notre particularité, c'est d'ouvrir la maîtrise d'œuvre aux communes, que cela ne soit pas uniquement porté par l'intercommunalité. Il va nous falloir respecter ces engagements. C'est un plan ambitieux, nous savons que nous ne remplirons pas tous

les objectifs, car des choses sont plus difficiles à atteindre que d'autres. La loi Finances fixe d'une année sur l'autre ce que nous recevrons pour avancer là-dessus, ce serait bien que l'État mette en place des enveloppes pluriannuelles pour certains projets à plus long terme ».

■ Moderniser le siège de l'intercommunalité

« Notre site n'est pas très moderne ; il a besoin d'être adapté aux nouvelles conditions de travail induites par la crise sanitaire », constate Ludovic Rochette, depuis la salle numérique flambant neuve. « Il

faut revoir l'aménagement, rendre le site moins énergivore. Cet espace qui accueille pour la première fois un conseil communautaire en visioconférence, entièrement refait, est la première partie. »

Près de 110 000 € sont budgétés pour cette restructuration, 80 % de son montant devrait être subventionné. Depuis le début du mois de janvier, la CCNet planche sur la maîtrise d'œuvre, investissant un peu plus de 5 600 € pour ce fait.

■ Éclairage public

Le remplacement de l'éclairage public de la ZAE (zone d'activité économique) de Beauregard, située à Norges-la-Ville, a commencé. Six autres luminaires vont être remplacés par des doubles lampadaires plus économiques afin d'éclairer le chemin d'accès piéton. Ces installations ont un coût d'environ 19 000 €.

■ Broyage des déchets non recyclables

La communauté de communes va être dans l'obligation de broyer ses déchets non recyclables dans les mois à venir. C'est ce que rappelle Patrice Demaison, maire de Flacey. « C'est une obligation fixée par la déchèterie de la métropole de Dijon pour éviter l'arrêt des fours quand certains objets sont trop gros. Nous parlons uniquement de la partie ramassée par le Smom (syndicat mixte des ordures ménagères, ndlr), et cela ne concerne pas les encombrants. Cela représente 230 tonnes par an, et il faudra compter entre 30 et 40 € la tonne pour le broyage. » L'Élu annonce qu'un autre appel d'offres sera lancé pour le traitement des déchets afin de respecter la mise en concurrence.

E. BA.

Base nautique d'Arc-sur-Tille : des travaux seront effectués avant la réouverture, le 28 mai

Les dates de la réouverture de la base nautique d'Arc-sur-Tille ont été approuvées lors du conseil communautaire, lundi 31 janvier. Ainsi, l'espace de baignade aménagé et surveillé accueillera le public du samedi 28 mai au mardi 30 août. Dans un premier temps, jusqu'au jeudi 30 juin, la base nautique sera ouverte les mercredis et week-ends de 13 h 30 à 19 heures. À partir du 1^{er} juillet, il sera possible d'en profiter tous les jours aux mêmes horaires.

Le conseil a aussi validé l'organisation des secours, dont la procédure est la même qu'en 2021. Quatre surveillants se-



Le plan d'eau accueille de nombreuses familles chaque été. Photo archives LBP/Nicolas DURDILLY

ront sur site, dont l'un sera mobile. Un bateau sera mis à leur disposition.

Mais avant sa réouverture, quelques travaux ont été votés pour un montant d'environ 12 000 €. Ils ont été présentés aux élus par Patrick Morelière, maire d'Arc-sur-Tille. « Des conduites d'eau et des regards vétustes sont à remplacer. Nous avons constaté de nombreuses pannes aux toilettes à cause de cela. Les sanitaires comptent tout de même vingt-cinq mille passages par saison. Tout doit être opérationnel pour le 1^{er} avril, il faut donc commencer les travaux au plus tôt. »